

Repenser le tourisme hivernal dans les Alpes

La position du consortium TranStat sur la transition des destinations alpines de montagne en hiver

Project acronym:	TranStat
Project name:	Transitions to Sustainable Ski Tourism in the Alps of Tomorrow
Programme priority:	Priority 1 - Climate Resilient and Green Alpine Region SO 1.1: Promoting climate change adaptation and disaster risk prevention, resilience, taking into account eco-system based approaches
Programme specific objective:	

Article de positionnement stratégique (Octobre 2025)

L'article de positionnement a été élaboré par le consortium TranStat et officiellement présenté lors de la **cérémonie de clôture du projet à Bruxelles le 28 octobre**, où il a reçu un large soutien de la part d'initiatives et de réseaux engagés dans la transition des montagnes, notamment **BeyondSnow** (Interreg Alpine Space), **PITON** (Pyrenees Innovation for a Holistic Mountain Transition), **MountResilience** (Horizon Europe) et **Euromontana**, qui a activement soutenu la diffusion et le dialogue politique autour de ce document.

La traduction du présent document a été réalisée par INRAE (Décembre 2025)



Le projet TranStat (Transitios to Sustainable Ski Tourism in the Alps of Tomorrow, Interreg Alpine Space) s'intéresse aux stations de montagne et aux territoires associés. Ces zones de montagne ont depuis longtemps été structurés autour du tourisme, via le développement des remontées mécaniques, des installations de loisirs, hotels et commerces. Cependant, ce modèle dépendant du tourisme est aujourd'hui confronté à des défis croissants. La dépendance à un seul secteur économique, combinée à des pressions plus larges — notamment le changement climatique, la perte de biodiversité et, dans certains cas, un soutien financier et stratégique limité des autorités publiques — rend ces régions particulièrement vulnérables.

A l'échelle alpine, les impacts du changement climatique sont tangibles : hausse des températures, diminution de la fiabilité de l'enneigement, recul des glaciers, événements météorologiques extrêmes plus fréquents menacent tous les fondements de l'économie du tourisme hivernal¹. Parallèlement, des réponses inadaptées, telles qu'une dépendance excessive à la production de neige artificielle ou la poursuite d'investissements dans les infrastructures risquent d'aggraver la dégradation environnementale (dans des zones écologiquement fragiles), sans garantir une résilience à long terme. Le défi consiste donc à penser et co-concevoir des processus de transition spécifiques pour les stations de montagne, adaptés à leurs contextes territoriaux, leurs vulnérabilités comme leurs atouts.

Une transition durable est cruciale pour réduire ces vulnérabilités en favorisant la diversification économique, la cohésion sociale et la résilience environnementale. Malgré la contribution majeure du tourisme aux économies alpines, la transition des zones de montagne vers la durabilité est sous-représentée dans les cadres politiques européens et alpins et dans certains cadres nationaux. Les défis spécifiques et les besoins des stations de montagne sont insuffisamment reconnus, et les exemples de politiques cohérentes et fondées sur les spécificités locales adressant précisément ces défis sont rares.

Même si certaines stations ont déjà commencé à agir, en développant des modes de fonctionnement plus diversifiés et résilients, un soutien politique plus large et mieux coordonné serait nécessaire pour permettre un changement systémique. Pour assurer un impact durable, les efforts de transition doivent impliquer activement les habitants, les entreprises, les

¹ IPCC. (2023). *Sections*. In Core Writing Team, H. Lee, & J. Romero (Eds.), *Climate change 2023: Synthesis report. Contribution of Working Groups I, II and III to the Sixth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change* (pp. 35–115). IPCC. <https://doi.org/10.59327/IPCC/AR6-9789291691647>

décideurs politiques et les touristes. Le projet TranStat a produit des outils, des retours d'expériences du travail mené avec les stations engagées à nos côtés, des recommandations politiques pour appuyer ce processus. Ses conclusions entrent en synergie avec trois initiatives complémentaires : BeyondSnow (Interreg Alpine Space), PITON (Pyrenees Innovation for a Holistic Mountain Transition) et MountResilience (Horizon Europe).

Recommandations politiques pour accompagner la transition durable des stations de montagne

Niveau européen

- **Assurer une reconnaissance au niveau de l'UE et une définition cohérente des zones de montagne.**

Clarifier et harmoniser les définitions existantes des zones de montagne utilisées dans les programmes européens, pour améliorer la cohérence entre les politiques. Une reconnaissance renforcée permettrait de cibler davantage les financements et de développer des outils politiques adaptés aux besoins spécifiques des régions de montagne. Compléter la définition par l'élaboration d'indicateurs spécifiques aux caractéristiques montagneuses pour en suivre les dynamiques sociales, économiques et environnementales.

- **Développer un Pacte européen pour les montagnes (post-2027).**

En s'appuyant sur les discussions en cours au sein de l'EUSALP, Euromontana ou d'autres forums, l'enjeu est de promouvoir un cadre à l'échelle de l'UE garantissant une prise en compte cohérente et complète des territoires de montagne, dans les politiques et programmes post-2027². Ceci pourrait aboutir à une Stratégie européenne pour les montagnes, intégrant un soutien dédié aux zones montagnardes en transition. Le président de la région Auvergne-Rhône-Alpes a récemment défendu l'idée d'un pacte européen pour les montagnes. A noter qu'il existe depuis 2022, un Pacte européen pour les régions insulaires et qu'une nouvelle consultation pour une stratégie de l'UE dédiée aux îles a été

² Euromontana. (2025, June 27). *Towards a European Mountain Pact? Auvergne-Rhône-Alpes leads the way.* Euromontana.
<https://www.euromontana.org/towards-a-european-mountain-pact-auvergne-rhone-alpes-leads-the-way/>

annoncée en 2025³. Il conviendra de veiller à ce que le Pacte promeuve explicitement la diversification du tourisme de montagne et reconnaisse la nécessité d'adapter les économies dépendantes du ski au changement climatique de manière socialement juste. Il apparaît enfin pertinent d'encourager le transfert des enseignements et bonnes pratiques des Alpes vers d'autres massifs à travers des mécanismes de coopération paneuropéens.

Niveau de la Région alpine

- **Institutionnaliser la planification participative pour des transitions durables.**

Institutionnaliser des démarches de planification participative: soutenir des mécanismes formels et permanents, garantissant une prise de décision inclusive aux niveaux international, national et local. Impliquer les habitants, les entreprises et d'autres parties prenantes locales dans la définition de trajectoires de transition renforçant l'identité locale, la cohésion et le bien-être à long terme. Introduire des critères de type « ne pas nuire » pour les investissements publics dans les infrastructures touristiques afin d'éviter les maladaptations, en veillant à ce que tout investissement dans la neige artificielle ou les aménagements de pistes fassent l'objet d'une évaluation complète des risques environnementaux et climatiques.

- **Renforcer la transition par le développement des compétences.**

La formation professionnelle doit jouer un rôle central en dotant les populations locales de compétences vertes, numériques et entrepreneuriales pour un tourisme durable, l'économie circulaire et l'adaptation au climat. Un cadre éducatif fondé sur les spécificités des territoires de montagne peut renforcer l'autonomisation des communautés locales et favoriser l'innovation pour la diversification économique.

- **Intégrer les politiques sectorielles pour un développement durable de la montagne.**

Dépasser les approches en silos en alignant les politiques touristiques avec celles portant sur la mobilité, l'usage des sols, le logement, les services publics, le patrimoine culturel, la transition numérique, l'énergie et la biodiversité.

³ Speech by Executive Vice-President Fitto at Annual joint meeting of European Parliament's Committee on Regional Development (REGI), October 2025. Available at: https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/speech_25_2418.

- **Créer une “table de travail permanente” sur la transition alpine.**

Sous l’égide de l’EUSALP, établir un lieu de réflexion permanent pour coordonner, partager et systématiser les expériences des stations de montagne engagées dans des modèles plus diversifiés et résilients face au climat. Ce lieu conçu comme un pôle européen de transition, pourrait s’appuyer sur les projets existants et récents soutenus par les programmes européens, afin d’assurer la continuité, le transfert de connaissances et un apprentissage politique à long terme.

Niveau national

- **Renforcer la gouvernance et les capacités institutionnelles pour une transition durable.**

Améliorer la coordination entre autorités nationales, régionales et locales pour intégrer les objectifs de transition durable dans les politiques touristiques, d’aménagement du territoire et de développement rural. Fournir une assistance technique et des mécanismes de financement permettant aux petites municipalités d’élaborer et mettre en œuvre des stratégies de transition.

- **Renforcer la résilience climatique et la gestion environnementale dans les zones de montagne.**

Intégrer l’adaptation au changement climatique, la prévention des risques et la restauration des écosystèmes dans les cadres nationaux de planification touristique et territoriale. Promouvoir l’utilisation durable des ressources, les énergies renouvelables et la collaboration science-société pour renforcer la résilience environnementale. Encourager une gouvernance transparente de l’eau et de l’énergie dans les opérations touristiques, avec des critères de durabilité clairs pour la neige artificielle et les infrastructures des stations.

- **Soutenir des communautés de montagne durables et inclusives.**

Promouvoir la qualité de vie tout au long de l'année en équilibrant le développement touristique avec l'accès au logement pour les résidents, la préservation du patrimoine culturel, l'amélioration de l'accès aux services et en encourageant la gouvernance participative afin de renforcer la cohésion et le bien-être locaux. Renforcer les mécanismes de gouvernance fondés sur les spécificités locales pour défendre le « droit de rester » dans les territoires de montagne, en veillant à ce que les communautés locales restent des acteurs centraux des processus de transition.

- **Diversifier et rendre plus vertes les économies de montagne.**

Encourager un développement multisectoriel au-delà de la saison hivernale en investissant dans l'entrepreneuriat vert, les chaînes de valeur locales, les modèles d'économie circulaire, la mobilité durable et le développement de la main-d'œuvre, soutenus par des instruments nationaux de financement ciblés. Développer des opportunités d'enseignement professionnel et supérieur adaptées aux nouveaux métiers issus de cette diversification, telles que la restauration des écosystèmes, la mobilité durable et la gestion numérique de l'hôtellerie.

Toutes les recommandations politiques au niveau alpin sont étroitement liées à l'action nationale. Par exemple, « renforcer la transition par le développement des compétences » nécessite des politiques nationales dédiées pour atteindre des résultats concrets et durables. En définitive, les transitions sont des processus locaux : ce sont dans les stations de montagne elles-mêmes que le changement doit s'enraciner. Un soutien politique efficace aux niveaux européen et national est donc essentiel pour permettre aux acteurs locaux de mener ces transitions avec succès.

Les projets TranStat et BeyondSnow sont cofinancés par l'Union européenne via le programme Interreg Alpine Space. Le projet PITON est cofinancé par l'Union européenne via Interreg POCTEFA. Le projet MountResilience est cofinancé par l'Union européenne dans le cadre du programme Horizon Europe. Les points de vue exprimés sont toutefois uniquement ceux des auteur·rice·s et ne reflètent pas nécessairement ceux de l'Union européenne ou des autorités de financement. Ni l'Union européenne ni les autorités de financement ne peuvent être tenues responsables.